

RÉSOLUTION PRÉSENTÉE PAR LA DÉLÉGATION DE LA PRINCIPAUTÉ D'ANDORRE

THÈME: DROITS POLITIQUES ET SOCIAUX

CONCERNE: L'INTERDICTION DE L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE (IVG)

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE,

- Constatant* le nombre important de pays devenant, au fil du temps, favorable à l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG),
- Déplorant* le nombre de vies innocentes que cette pratique a supprimé dans le cours de l'histoire,
- Regrettant* la discrimination que subissent des êtres sans défense lorsqu'on les prive du droit fondamental à la vie garanti par l'article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH),
- Soulignant* l'importance de l'accès aux méthodes performantes de contraception telles que le préservatif ou la pilule contraceptive, ainsi que celle d'une éducation affective, relationnelle et sexuelle incluse dans le programme scolaire obligatoire dès le plus jeune âge et transmise par les proches parents,
- Rappelant* l'inhumanité et la violence inouïe d'une IVG,
- Ajoutant* que les enfants sont des "[récompenses] que donne le Seigneur" (Psaumes 127:3) et qu'à travers le Sixième Commandement, Dieu notre Père condamne clairement tout homicide,
1. *Demande* à l'Organisation des Nations Unies et à ses Etats membres d'accompagner, conformément aux articles 3 et 5 DUDH établissant un droit à la vie pour tout individu, ainsi qu'une interdiction de soumettre quiconque à la torture ou à des traitements cruels, inhumains ou dégradants, Andorre dans sa lutte contre la légalité de l'IVG considérée comme un "massacre" systématique,
 2. *Propose* la mise en place des mesures suivantes :
 - a. la fermeture de tous les centres de planning familial, hôpitaux et cliniques faisant la promotion et/ou pratiquants des IVG,
 - b. la réaffectation des fonds actuellement consacrés à la promotion de cette pratique criminelle,
 - c. l'établissement d'une allocation spéciale pour toute femme décidant de renoncer à l'IVG,
 - d. l'adoption d'une réglementation nationale et internationale prônant l'interdiction de la pratique de l'IVG, quels qu'en soient les motifs.
 - e. le déblocage d'un fond d'urgence aux laboratoires effectuant des recherches de méthodes contraceptives alternatives respectueuses de l'éthique des familles et des pratiques religieuses.

Le texte français fait foi